

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la communauté internationale notamment de l'ONU, à New York le 24 septembre 2013.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

L'honneur de l'ONU, c'est d'agir partout où la liberté des peuples est bafouée. L'honneur de l'ONU, c'est d'agir là où les droits fondamentaux sont compromis. L'honneur de l'ONU, c'est d'intervenir là où l'extrémisme menace la sécurité du monde. L'honneur de l'ONU, c'est d'agir pour la paix. Et en Syrie, il y a urgence.

Urgence car 120 000 personnes sont mortes depuis deux ans et demi. 90 000 sur la seule année qui vient de s'écouler. Un quart de la population est déplacé. Des millions de Syriens se sont réfugiés. Et le pays est détruit.

Le pire s'est produit le 21 août, à Damas, puisque ce jour-là, les armes chimiques ont été utilisées contre des civils, des femmes, des enfants.

Les inspecteurs de l'ONU, ceux-là mêmes que nous avons envoyés dans le cadre de notre organisation, ont établi de manière sûre et incontestable l'utilisation de ces armes. Face à ce crime terrifiant, la France a voulu une réaction forte pour sanctionner une violation du droit international, mais aussi pour dissuader le régime de Bachar Al-Assad de commettre de nouveaux massacres. Cette pression que mon pays a effectuée avec d'autres, et notamment les États-Unis, a produit de premiers résultats, puisqu'aujourd'hui même, une négociation est engagée pour assurer la vérification et la destruction des armes chimiques.

Mais pour aller jusqu'au bout de cette négociation, je pose trois exigences.

La première, c'est que le texte ouvre clairement la possibilité pour le Conseil de sécurité de se saisir à tout moment de cette question sur les armes chimiques.

La seconde exigence, c'est que la résolution que nous préparons puisse prévoir des mesures coercitives, c'est-à-dire sous chapitre 7, en cas de non-respect des engagements par le régime syrien. C'est d'ailleurs ce que l'accord lui-même qui a été signé entre les Russes et les Américains prévoit. Raison de plus pour le transposer dans la résolution.

La troisième exigence c'est que ceux qui ont commis ces crimes soient tenus responsables devant la justice.

Mais au-delà de cette résolution, dont l'adoption doit être proche, nous ne pouvons pas nous arrêter. Nous devons faire cesser cette guerre, qui est la plus meurtrière depuis le début de ce siècle. La solution est politique et trop de temps a été perdu. Et je ne reviens pas sur les blocages du Conseil de sécurité. Durant cette période, non seulement le régime a pu multiplier les violences, mais les groupes terroristes ont tiré avantage de l'inertie de la communauté internationale, au détriment des forces démocratiques regroupées au sein de la coalition nationale syrienne. C'est la raison pour laquelle Genève II doit se tenir dans les meilleurs délais. Mais pour la France, Genève II n'est pas une réunion pour parler, ce doit être une conférence pour décider.

Quel est l'objectif ? Installer un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs. et

... ces sujets, à installer un gouvernement de transition avec de tous les personnes concernées, et dont la mission pourrait être de rétablir la paix civile, de protéger toutes les communautés et d'organiser, le moment venu, des élections. Parfois, je suis interrogé sur les participants à cette conférence. Ma réponse est simple : sont les bienvenus tous les pays, je dis bien tous les pays, qui acceptent cet objectif, installer un gouvernement de transition, et reconnaissent clairement leur attachement à une solution politique.

L'urgence, elle est aussi humanitaire. En Syrie, les déplacés se comptent par millions, et les réfugiés, maintenant, sont plus d'un million cinq cent mille, répartis entre la Turquie, la Jordanie et le Liban. Liban, où la prolongation de la crise menace directement l'unité et la sécurité de ce pays. Près de 20% de la population est désormais d'origine syrienne.

Je remercie le Secrétaire général, M. BAN Ki-moon, d'avoir organisé la première réunion du groupe international de soutien au Liban. La France est attachée à ce pays, parce que nous savons combien il a souffert, ces dernières années, des désordres du Proche Orient, et combien il doit être appuyé aujourd'hui dans ses efforts pour accueillir les réfugiés.

Il y a dans cette région du Moyen Orient de graves préoccupations, mais il y a aussi des lueurs d'espoir.

La première, c'est la reprise de la négociation entre Israéliens et Palestiniens. Elle seule permettra d'aboutir à la paix. Elle passe par la coexistence de deux Etats de part et d'autre de frontières sûres et reconnues. Et nous devons tout faire pour que l'occasion qui se présente maintenant pour les Israéliens, pour les Palestiniens, pour l'ensemble de la région, soit enfin saisie pour en terminer avec un conflit dont nous savons parfaitement, les uns et les autres, qu'il a des répercussions aux plans régional et international. Négocier la paix entre Israéliens et Palestiniens, ce serait un acte historique.

La seconde lueur, c'est les déclarations du nouveau Président iranien, car elles marquent une évolution. Je ne veux pas les exagérer, mais la question, maintenant, qui est posée, est de savoir si ces mots peuvent se traduire en actes, notamment dans le dossier nucléaire. Depuis dix ans, les discussions n'avancent pas, au point que la communauté internationale a été amenée à prendre des sanctions de plus en plus sévères. Cette situation est dangereuse, nous le savons tous. Alors, la France attend de l'Iran des gestes concrets qui témoigneront que ce pays renonce à son programme nucléaire militaire, même s'il a parfaitement le droit de poursuivre son programme civil. C'est pourquoi j'ai fait le choix d'un dialogue direct et franc avec le Président ROHANI. Mais je le dis aussi à cette tribune : autant je suis pour le dialogue, autant je reste ferme sur la question majeure de la prolifération nucléaire.

Le Moyen Orient n'est pas la seule région qui nous préoccupe. L'Afrique est la proie du terrorisme. L'attaque barbare de Nairobi nous le confirme une fois encore, et tragiquement.

Des victoires sont possibles contre le terrorisme. Ainsi au Mali, avec un mandat clair du Conseil de sécurité, les forces africaines, françaises, avec l'appui des Européens, sont intervenues à l'appel des autorités de Bamako, et ont réussi à mettre un terme à une offensive terroriste de grande envergure. Aujourd'hui les résultats sont là. Le Mali a retrouvé l'intégrité de son territoire, a assuré la sécurité de la population et a pu même organiser à la date prévue une élection présidentielle qui a été reconnue comme incontestable. Je veux saluer ici le nouveau Président du Mali, Ibrahim Boubacar KEITA, qui témoigne d'une grande victoire de l'Afrique de l'Ouest contre le terrorisme. Mais la menace continue de peser dans le Sahel, mais également en Libye où les armes circulent, où des groupes terroristes ont trouvé refuge. Là encore, nous devons aider les autorités de la Libye à assurer la sécurité de leur territoire et de leur population. La France y est prête.

Je veux lancer maintenant un cri d'alerte, comme je l'ai fait l'année dernière sur le Mali. L'alerte concerne la Centrafrique, petit pays ravagé depuis trop d'années par des coups d'Etat et des conflits. Aujourd'hui, c'est le chaos qui s'est installé. Les populations civiles une fois encore en sont les victimes. Nous devons mettre un terme à ces exactions qui prennent d'ailleurs aussi une forme confessionnelle. C'est pourquoi je souhaite que le Conseil de sécurité donne mandat et accorde des moyens logistiques et financiers à une force africaine dont la première mission serait de rétablir la stabilité en Centrafrique.

En République démocratique du Congo, des femmes, des enfants sont violentés chaque jour

dans les Kivus. Là encore, il est impératif que nous continuions à renforcer la MONUSCO, à appliquer l'accord d'Addis Abeba, et à refuser toutes les ingérences extérieures.

Nous devons tirer les expériences de ces dernières années.

Partout où le désordre règne, le terrorisme s'installe et prend de l'ampleur. C'est le cas en Somalie. L'attaque contre le Kenya nous rappelle que les groupes Shebabs, même s'ils ont été vaincus, n'ont pas encore été éradiqués.

C'est pourquoi la communauté internationale doit aider les États africains à se protéger.

La France organisera à la fin de l'année une réunion pour la paix et la sécurité en Afrique. Elle y a invité tous les pays africains. L'Europe sera représentée. L'ONU également. Il s'agit de permettre l'encadrement, la formation, l'équipement des armées africaines pour assurer elle-même la sécurité du continent, lutter contre tous les trafics, notamment de drogue et contre la piraterie. Les Africains doivent assurer eux-mêmes leur sécurité. Mais nous ne pouvons pas les laisser seuls face aux risques terroristes.

La meilleure de nos armes, c'est la politique en faveur du développement.

Car la pauvreté, le chômage, les inégalités fournissent le terreau le plus fertile, hélas, à la violence et à l'insécurité. Là encore, la France appelle la mobilisation de la communauté internationale à travers de nouveaux fonds qu'il nous faudrait créer pour financer les infrastructures indispensables et permettre l'accès aux biens publics essentiels.

La France milite, avec l'Europe, pour l'introduction de financements innovants. Tout d'abord la taxe sur les billets d'avion qui bénéficie à UNITAID et qui rapporte 1 milliard d'euros depuis 2006. Mon pays a décidé d'augmenter de 10% encore cette taxe pour améliorer encore ce que nous pouvons faire pour lutter contre les grandes pandémies (le Sida, la tuberculose, le paludisme).

La France, également avec l'Europe, a instauré une taxe sur les transactions financières et j'ai décidé d'en affecter 10% de ses recettes à des actions dans le domaine du développement, de l'accès à l'eau et des énergies renouvelables. Parce que c'est ainsi que nous permettrons, par le développement, aux pays les plus pauvres d'assurer leur avenir et donc leur sécurité.

Et aussi de pouvoir répondre à l'enjeu du réchauffement climatique qui nous concerne tous.

La France a dit sa disponibilité pour accueillir la Conférence sur le climat. Là aussi, il y a menace sur notre propre sécurité. Parce que les rapports se succèdent les uns les autres et ils disent tous que si nous ne faisons rien, à la fin de ce siècle, la température de notre planète aura augmenté de 3 à 4 degrés. Avec la conséquence que l'on sait : inondation ici, sécheresse ailleurs. Avec des menaces directes pour la paix dans le monde.

Alors nous devons chercher un accord lors de cette conférence sur le climat en 2015. Les bases de ce compromis sont connues. L'accord devra être équitable. Chacun devra en prendre sa part. Les pays développés qui devront bien sûr faire l'effort le plus important.

Les pays émergents qui ne doivent pas mettre en cause leur développement mais aussi comprendre que le réchauffement climatique les menace directement.

Enfin, les pays les moins avancés, les plus fragiles, les plus vulnérables, doivent être aidés dans cette mutation. C'est le sens du fonds vert pour le climat créé à Durban.

Cet accord doit être aussi contraignant. Il ne peut pas être simplement le rappel de principes, il ne peut pas être simplement l'incantation dans des résolutions qui n'auraient pas de traduction concrète. Parce que s'il n'y a pas de dévaluation, s'il n'y a pas de sanctions, il n'y aura pas de progrès. Et donc il y aura la montée inexorable du réchauffement climatique.

Mesdames et Messieurs,

Mon message est simple. Dans tous les domaines, la sécurité internationale, la prolifération nucléaire, le développement, le climat, le pire risque est l'inaction. La pire décision est de ne pas en prendre. Le pire danger est de ne pas le voir.

La responsabilité de l'ONU est d'agir. Et chaque fois que notre organisation se révèle impuissante c'est la paix qui en est la première. C'est la raison pour laquelle je propose qu'un code de bonne conduite puisse être défini entre les membres permanents du Conseil de sécurité et qu'en cas de crime de masse, ils puissent décider de renoncer collectivement à leur droit de veto.

Je souhaite enfin que les pouvoirs d'enquête du Secrétaire général soient renforcés et que l'ONU

puisse, comme elle la fait en Syrie, établir partout la vérité, mener les enquêtes et agir en conséquence. Notre assemblée peut souverainement le décider.

Notre crédibilité repose sur notre capacité à intervenir vite et efficacement pour faire respecter le droit international, pour sanctionner les manquements, pour promouvoir le développement, pour préserver les générations futures.

Nous en avons la légitimité. Nous l'avons reçue de la charte des Nations unies. Nous devons en être dignes.

C'est dans ce cadre que la France prendra toujours et sur tous les sujets ses responsabilités.

Je vous remercie.